

## La voix de l'opposition de gauche

### La contribution politique du 17 mars 2018

- [Causerie au format pdf. \(pages\)](#)

A bas la collaboration de classes, combat classe contre classe !

Quand négocier signifie se concerter.

La négociation, c'est la négation de la mobilisation des travailleurs, pour ne pas dire de la lutte de classe. Elle a pour fonction de diviser ou d'affaiblir les travailleurs, de neutraliser la lutte des classes au profit de leur ennemi.

Quel devrait être le rôle d'un syndicat ? Pour l'illustrer, je pourrais rappeler mon expérience de délégué syndical (FO) chez U-Bix (Konica, une multinationale japonaise) au début des années 80.

Alors que F. Mitterrand est Président de la république, le premier Ministre du gouvernement PS-PCF-MRC, Pierre Mauroy, annonce le 13 juin 1982 un plan de rigueur prévoyant le blocage des salaires.

Après que la direction nous eut accordé gracieusement en 1982 une hausse générale des salaires équivalente au taux d'inflation (13%), en 1983 j'ai proposé aux salariés une hausse générale des salaires à peu près équivalente à l'inflation ainsi que le maintien intégral du 14e mois (en fait une prime équivalente à 90% du salaire mensuel).

De son côté la direction proposa une augmentation générale des salaires divisée par deux assortie d'une augmentation individuelle (au mérite) et la remise en cause du 14e mois.

Je rejetai les propositions de la direction et j'en rendis compte aux salariés. Je leur proposai de ne rien lâcher et de décider la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. La proposition fut adoptée. Je rencontrai plusieurs fois le représentant de la direction qui campa sur ses positions, et de notre côté nous ne cédions rien, nos positions étaient inconciliables, donc il n'y avait rien à négocier. Trois jours et demi plus tard, l'entreprise (400 salariés) complètement à l'arrêt, la grève fut reconduite quotidiennement en assemblée générale en présence du Directeur général qui était mon seul interlocuteur avec le directeur du personnel, la direction japonaise capitula et satisfait toutes nos revendications, y compris le paiement intégral des jours de grève et versa même les primes repas, le 14e mois fut préservé... Pendant ces trois jours, M. Lelu m'avait fait différentes propositions ajoutant 1 ou 2% à chaque fois, mais cela ne faisait pas le compte, les salariés étaient unis et il savait que je ne les trahirais pas, j'étais le seul syndiqué FO, la CGC était quasi inexistante mais elle me soutint.

Ce n'est pas moi qui fut inflexible, mais les salariés, ce sont eux qui décidèrent que les propositions de la direction ne faisaient pas le compte, moi je ne négociai rien dans leurs dos en leur nom, et ce sont eux qui décidèrent de mettre fin à la grève en assemblée générale, à mains levées. En réalité on entama la grève avant la première assemblée générale.

Je travaillais au siège sociale où il y avait environ 120 salariés, les autres étaient répartis dans 17 agences dans toute la France. Je discutai avec chaque salarié du siège social et je contactai les autres salariés par tracts, téléphone et fax. Ils me connaissaient plus ou moins depuis deux ans et ils me témoignaient une confiance absolue, ils m'avaient aussi élu délégué du personnel et du CE.

Et pourtant. Tous les midis j'étais invité au restaurant du tennis club du quartier d'affaires de la Défense par le directeur du personnel, un franco-japonais, monsieur Robert, invitation que je n'avais eu aucune raison de refuser puisque j'étais incorruptible et je l'ai prouvé ; Lui, il picolait sec sans tenir l'alcool et parlait beaucoup, tandis que moi, je faisais honneur à la gastronomie française et je l'écoutais. Ensuite, pendant qu'il allait faire une sieste ou cuver, je rendais compte aux salariés de nos entretiens, ce qui les faisait bien marrer.

En aparté, vous pouvez observer que cela ne date pas d'hier que je dis tout ou que je n'ai rien à cacher, je n'ai pas changé, mais apparemment vous vous en tapez, c'est dommage. Je vous rassure, je ne perdrai pas mon temps à essayer de vous convaincre de quoi que ce soit pour savoir que vous avez une piètre opinion de moi, ce qui est injuste assurément, je me bornerai uniquement à partager mes expériences et je ne vous demanderai plus d'appliquer la réciprocité puisque vous n'y tenez pas.

Personne ne voulait entendre parler du blocage des salaires préconisés par le gouvernement, sauf les patrons et des syndicalistes vendus évidemment. Il faut dire qu'on bénéficia de circonstances particulièrement favorables, les Japonais voulaient virer tous les cadres et je leur avais apporté mon soutien... Si les salariés avaient décidé que 5 ou 6% ferait l'affaire au lieu de 8,5% (Je crois, j'ai une mauvaise mémoire), on aurait arrêté la grève aussitôt.

Ce qui est excessif ou gauchiste, irresponsable, ce n'est pas de déclencher une grève illimitée jusqu'à satisfaction sur des objectifs très élevés quand on a l'accord de la majorité des travailleurs, mais de passer outre quand ils sont une minorité.

Dans le cas des cheminots, leurs revendications ne sont pas négociables, s'ils vont à l'affrontement direct avec Macron et son gouvernement néolibéral, il faut leur dire clairement que s'ils ne reculent pas ou ne retirent pas les mesures annoncées, comme c'est une question de vie ou de mort ils doivent poser la question suivante : Ce sont eux ou nous, soit c'est nous qui reculons ou capitulons, soit c'est Macron et son gouvernement qui doivent partir... Il n'existe pas d'autres alternatives. C'est une manière comme une autre de poser la question du pouvoir, qui doit gouverner le pays...

C'est la seule stratégie conforme aux besoins des travailleurs en général et au socialisme, qui en outre peut déclencher une grave crise politique et déstabiliser suffisamment le régime pour le faire vaciller, si les masses en profitaient pour entrer en scène ou rejoindre la mobilisation des cheminots.

Revenons à ce piètre exercice de sémantique qui relève de la sophistique ou de la démagogie plutôt que de la pédagogie.

On nous prend vraiment pour des crétins !

Sur le modèle l'homme propose et dieu dispose, les syndicats proposent et le gouvernement ou le patronat dispose, ce principe est intolérable, il appartient au corporatisme, pas au mouvement ouvrier.

Les revendications des travailleurs sont transmises par leurs représentants au gouvernement et/ou au patronat, et en fonction des réponses qu'ils leur apportent, les travailleurs décident ensuite démocratiquement de la suite à leur donner ou de l'action à envisager. Si les réponses sont négatives, seule leur mobilisation permettra de modifier le rapport de forces entre les classes en leur faveur, afin que leurs revendications aient une chance d'être satisfaites, dans le cas contraire et dans tous les cas de figure, y compris la négociation, leurs droits seront systématiquement bradés, liquidés, pan par pan jusqu'à ce qu'ils soient totalement individualisés, autrement dit, qu'ils aient disparu.

Quand la négociation se substitue à la lutte des classes ou à l'affrontement entre les classes, c'est forcément la classe qui détient le pouvoir qui en tirera profit. La négociation entre les classes ne peut se concevoir que dans le cadre d'un conflit ouvert entre les classes, uniquement à la demande des travailleurs lorsque leur mobilisation tire à sa fin ou lorsqu'ils ne peuvent pas espérer obtenir davantage momentanément.

A quoi sert la lutte des classes ? Quelle conception de la lutte des classes ? De part leur position dans les rapports sociaux, les deux classes abordent-elles la situation dans les mêmes conditions ?

Les deux classes qui s'affrontent disposent-elles du même statut, des mêmes conditions pour mener leur combat, pour imposer leurs besoins à l'autre ? N'y en aurait-il pas une qui détiendrait le pouvoir, et une autre qui n'en détiendrait aucun, hormis celui de se mobiliser sur son propre terrain de classe pour faire valoir ses droits, autrement dit en rompant temporairement les rapports sociaux existant avec l'autre classe ou entre les classes ? Les deux classes en présence disposent-elles des mêmes instruments ou moyens pour imposer leurs besoins, n'y en aurait-il pas une qui serait défavorisée et qui n'aurait pas d'autre alternative que de recourir à la force, à la grève avec occupation notamment ?

Si nous sommes bien fondamentalement en présence de deux classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, elles ne peuvent que rejeter réciproquement les besoins de l'autre classe, donc aucune négociation préalable ne peut avoir lieu, sauf à accepter d'emblée tout ou partie des besoins exprimés par l'autre classe en se situant sur son terrain de classe. Il faut avoir à l'esprit que la classe dominante n'abandonne jamais ses objectifs, elle temporise, elle ruse, et elle repasse à l'offensive à la première occasion ou dès qu'elle estime que la situation lui est favorable.

Précisons, qu'une organisation syndicale ne part pas de ses revendications, mais de celles des travailleurs, il ne faudrait pas que les travailleurs puissent croire un instant que ses dirigeants pourraient être autrement chose que ce qu'ils ne sont pas, on doit en permanence avoir à l'esprit qu'on est en présence d'agents de nos ennemis et qu'ils ne seront jamais rien d'autres.

Effectivement les travailleurs confient un mandat aux dirigeants syndicaux, et c'est bien là que se situe le problème puisqu'ils n'en sont pas dignes. C'est comme lorsque le ver est déjà dans le fruit, il n'aura jamais d'autre fonction que le pourrir, il faut donc trouver le moyen de l'expulser du fruit ou à défaut de pouvoir y parvenir dans l'immédiat, lui administrer un puissant antidote qui le neutralise, en l'occurrence les travailleurs doivent s'organiser indépendamment des syndicats, en les intégrant si possible, sans leur confier le moindre pouvoir de décision.

La Tribune des travailleurs - "Application pratique : une organisation syndicale qui négocie avec le gouvernement part de ses revendications et cherche à les arracher, quitte éventuellement à passer un compromis appuyé sur le rapport de force établi dans et par la mobilisation de classe. Cela est conforme au mandat de l'organisation syndicale et à la démocratie." (Éditorial de La Tribune des travailleurs n°130 (14 mars 2018))

Et quand "*le rapport de force établi dans et par la mobilisation de classe*", ajoutons avant, est défavorable aux travailleurs, cela donne quoi cette "négociation" ou cela s'appelle comment ? La collaboration de classes, bel exercice de démocratie, bravo !

La Tribune des travailleurs - "On ne fera pas prendre aux travailleurs des vessies pour des lanternes. De deux choses l'une : ou bien combattre contre le gouvernement (c'est-à-dire, selon le dictionnaire, « lutter concrètement contre » lui) ; ou bien se concerter avec lui." (id)

Encore moins aux militants, on vient de voir que "*négocier*" ne signifiait pas forcément "*combattre*", mais bien plutôt se concerter.

En règle générale, chacun devrait savoir depuis le temps que lorsque les dirigeants syndicaux affirment négocier avec le gouvernement ou le patronat, en réalité ils se concertent sur le dos des travailleurs. Il suffisait d'observer comment se terminait chaque soi-disant négociation pour s'apercevoir que le sens des mots était galvaudé ou qu'on pouvait leur faire dire tout et son contraire en fonction des réelles intentions de ceux qui les prononçaient. Y en aurait-il parmi nous qui auraient des illusions envers les intentions des dirigeants syndicaux ?

Si les cheminots se lancent dans une grève, ils doivent s'organiser et la contrôler, se constituer en comités de grève, élire leurs délégués, dont ceux qui assisteront à tous les entretiens avec les représentants syndicaux et le gouvernement, et en rendront compte en assemblée générale souveraine. Sinon, vous savez ce qui va se passer ou comment cela va se terminer, comme d'habitude...

En guise d'épilogue sur mon expérience personnelle.

Quelque temps plus tard je démissionnai d'U-Bix. J'étais grillé professionnellement, mais pas seulement. J'aurais pu y rester jusqu'à ma retraite après être rentré dans le rang comme l'ont dit, mais j'ai fait un autre choix. Cette expérience me coûta très chère, elle brisa ma carrière professionnelle et sans doute mon couple, d'où un peu plus tard mon départ en Inde. J'ai cru que ce serait peut-être une occasion pour sauver mon couple qui battait de l'aile, en vain, c'est le seul regret que j'ai, j'ai été mal avisé car j'aurais peut-être pu refaire ma vie, plusieurs de mes collègues féminines m'avaient fait des propositions sérieuses, peut-être aussi je n'aurais pas abandonné le militantisme pendant 20 ans...

Bref, cette expérience riche en enseignements devait déterminer en grande partie l'orientation du reste de ma vie, ce qu'évidemment j'ignorai à l'époque. Comme quoi il n'y a pas de quoi s'attribuer un peu trop rapidement un niveau de conscience qu'on n'a pas en réalité, soyons modeste par dessus tout. Tout cela je le comprendrai bien plus tard, mais bon, il n'est jamais trop tard, tout du moins dans mon cas, quelle chance j'ai eu de renouer avec le combat politique pour le socialisme, le 11 septembre 2001, cela ne s'invente pas !

Comme quoi aussi, ceux qui ne souhaitent plus entendre parler du (de leur) passé ou refusent de le regarder en face ou encore font preuve d'une mémoire sélective, d'hypocrisie, commettent là une gravissime erreur puisque c'est la chose qu'ils sont censés le mieux connaître ou directement à leur portée, car en adoptant cette attitude, à défaut de l'analyser minutieusement et sans états d'âme pour mieux le comprendre et en tirer des enseignements, ils vont s'interdire de progresser ou seront voués à régresser sans fin, ce qui les voue généralement à connaître une vie encore plus superficielle ou médiocre et une fin bien triste, ce qu'on ne souhaitera à aucun d'entre nous.

Un dernier mot très bref sur la situation en France.

Evidemment que tous les travailleurs et tous les militants doivent soutenir inconditionnellement les cheminots.

Je pense que l'orientation politique fournie par le POID correspond aux tâches que les travailleurs et l'avant-garde du mouvement ouvrier doivent accomplir, dans la mesure où elle est clairement dirigée contre les institutions de la Ve République qu'il faut abattre.

Je ne développerai pas ici mon analyse de la situation. Soyons lucide et ne nous racontons pas d'histoires.

En quelques mots, disons que d'un côté avec à peine 5% de syndiqués dans le secteur privé qui regroupe plus de 75% des travailleurs du pays, le règne de la terreur (notation individuelle, etc.) que font régner les DRH dans la plupart des grandes entreprises, le chômage de masse et la

crainte du chômage suspendu comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de chaque travailleur employé dans les petites et moyennes entreprises, etc. d'un autre côté, les multiples difficultés auxquelles doivent faire face quotidiennement toutes les couches de travailleurs sans exception ou presque, que ce soit sur leur lieu de travail ou dans leurs rapports avec leurs proches ou avec le reste de la société dans une atmosphère délétère, ces deux aspects de la réalité permettent de comprendre que la mobilisation des masses peut partir de revendications sociales d'une ou plusieurs catégories de travailleurs et s'étendre à la majorité des travailleurs pour devenir révolutionnaire, à condition seulement qu'à un moment donné leur combat prenne résolument une orientation politique contre le régime, d'où la nécessité de leur fixer dès le départ cet objectif pour les aider à en prendre conscience le plus tôt possible, en l'occurrence chasser Macron, qui concentre tout le pouvoir et constitue ainsi le chaînon le plus faible de la stratégie de notre ennemi.

Voilà pourquoi je soutiens le POID et le Mouvement pour la rupture avec la Ve République, qui me semble-t-il partagent mon analyse, le reste ou nos désaccords passe au second plan, quand l'heure du combat à sonner, l'essentiel c'est de se rassembler pour lutter ensemble dans la même direction. Mais, mais, mais quoi, vous avez des objections ? Rappelons que c'est le prolétariat révolutionnaire qui doit se soulever pour renverser le régime et que personne d'autre ne le fera à sa place, et notre devoir est de nous placer à ses côtés, et non de savoir qui avait raison ou tort, les faits trancheront cette question le moment voulu et restons-en là si vous le voulez bien.

En attendant, la lutte des classes se développe à l'échelle mondiale.

- Au Tchad, le gouvernement retient ses coupes - liberation.fr 15 mars 2018

Après sept semaines d'une grève qui a paralysé l'ensemble des administrations tchadiennes, un accord a finalement été signé entre le gouvernement et les syndicats mercredi soir. Le mouvement de protestation avait été déclenché en réaction aux mesures d'austérité entrées en vigueur le 1er janvier. L'Etat tchadien s'est engagé dans une série d'économies drastiques, ses caisses se vidant au rythme de la chute des cours du pétrole, amorcée en 2014. La dureté de la récession conjuguée aux coupes salariales ont débouché sur un mouvement social d'une rare ampleur dans ce pays comptant parmi les plus pauvres du monde.

Les syndicats estiment aujourd'hui avoir obtenu satisfaction. L'accord de trois pages négocié directement avec le cabinet du président tchadien, Idriss Déby, gèle ou annule la plupart des mesures controversées. «Le décret 687 qui prévoyait une réduction de 50% des primes et indemnités ne s'appliquera pas ni l'abattement des salaires des fonctionnaires, explique Michel Barka, président de l'Union des syndicats du Tchad et signataire du texte. A partir de mai, les salaires doivent retrouver leur niveau de 2016.» Ce délai de quelques mois est un «compromis» qui doit permettre «un petit temps de respiration financière pour le gouvernement», précise Younous Mahadjir, vice-président de l'UST. liberation.fr 15 mars 2018

Si ce recul du gouvernement tchadien va rendre fou de rage le FMI qui était à l'origine de ces mesures, en revanche il peut être rassuré, le président Idriss Déby reste en place et le pillage des multinationales va pouvoir continuer comme avant.

Le Tchad n'est pas la France, ils n'ont pas fait l'objet du même développement économique et de la lutte des classes. Si au Tchad le mouvement social ne pouvait pas aller plus loin ou poser directement la question du pouvoir politique dans l'état actuel du développement du mouvement ouvrier dans ce pays, en France en revanche, toutes les conditions existent pour que les travailleurs renversent le régime en place ou s'emparent du pouvoir politique pour peu qu'ils en prennent conscience et qu'ils s'organisent.

Dans absolument tous les pays, la question sociale, la question de l'amélioration des conditions de travail et d'existence se pose à chaque travailleur quel que soit son statut social, mais elle ne met

fin ni à l'exploitation ni à l'oppression qui déterminent l'orientation et l'ensemble des rapports qui existent dans la société, de sorte que chaque travailleur va continuer de subir quotidiennement une multitude de difficultés, humiliations, privations, etc. ou se trouve privé de la liberté de déterminer librement son destin, autrement dit c'est sur le plan politique en prenant en mains son sort qu'il pourra mettre fin définitivement à ses angoisses et souffrances inutiles et injustes.

L'époque où des réformes sociales furent adoptées, de sorte qu'on pouvait croire que ce processus allait continuer, est définitivement révolue, sans qu'apparemment on ait vraiment pris conscience du pourquoi ou du comment.

Désormais en France et dans de très nombreux pays, en observant que l'offensive conduite par la réaction contre l'ensemble des travailleurs depuis des décennies se traduisait par une régression sociale sans fin, toujours plus d'inégalités sociales et d'injustices, on en est arrivé au point où désormais chaque travailleur doit faire face à tant de difficultés ou angoisses rendant chaque jour leur vie de plus en plus insupportable, qu'ils en arrivent à qualifier de dérisoire ou d'insuffisante l'annonce d'une mesure prétendument en leur faveur, ce qui signifie que petit à petit va mûrir dans leur tête que le problème à résoudre se situe à un niveau beaucoup plus élevé, au plan politique, du régime et ses institutions, et qu'il va falloir envisager de procéder à un changement radical de société, tellement celle dans laquelle ils vivent est devenue pourrie. Sauf à se résigner à s'en accommoder, ce qui constituerait un véritable cauchemar et un réel cas de conscience, car une société aussi infâme est incompatible avec tous les principes ou toutes les valeurs sociales ou humanistes qui structuraient leur mode de vie ou de pensée ou encore donnaient un sens à leur existence, les abandonner ce serait sombrer soi-même dans l'abjection, perdre sa dignité, ne plus jamais pouvoir se regarder en face sans être pris d'un profond sentiment de dégoût.

Comment peut-on imaginer un instant qu'un peuple tout entier pourrait en arriver à supporter un tel destin, sauf à disparaître ou à rompre avec ce qui fut à l'origine du développement de la civilisation humaine. Quel peuple s'y est résigné ? Aucun, absolument aucun, même le plus dégénéré, quelque part chacun aspirera toujours à la justice et à la liberté, à l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, même si les apparences tendent à démontrer le contraire ou qu'ils ne soient pas en mesure de le montrer ou plutôt de le faire savoir, de le partager, de s'unir. Notre rôle est juste de les aider à en prendre conscience, à les organiser, pour préparer les conditions politiques qui permettront d'en finir une fois pour toute avec le règne de la nécessité et entrevoir le règne de la liberté.